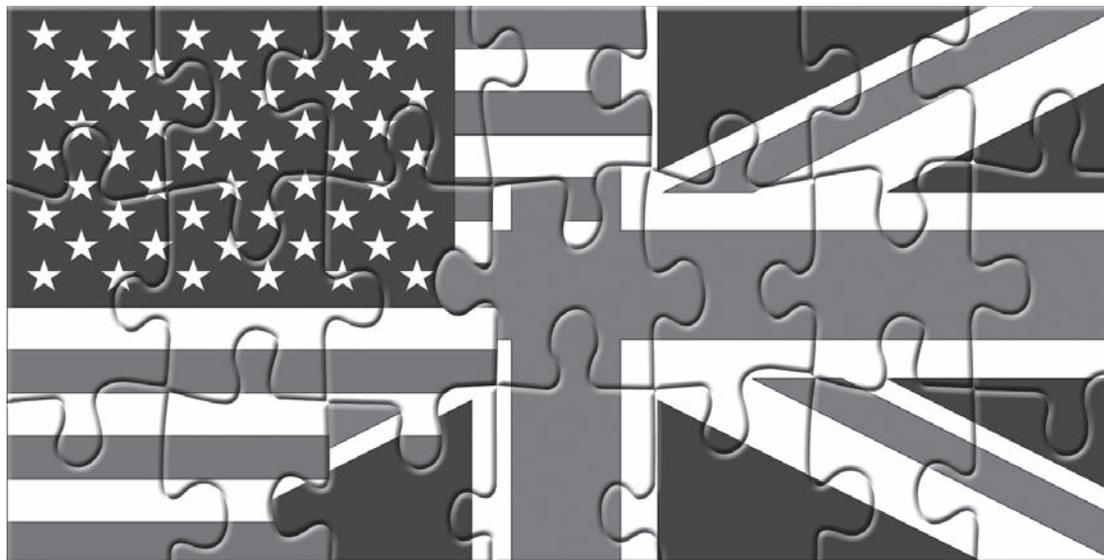


# Opération Iraqi Freedom

## Opérations menées en coalition\*

PAR LA COMMANDANTE SOPHY GARDNER, RAF

*Résumé de l'éditeur : Le renversement du régime de Saddam Hussein, au cours de la phase de combats de l'opération Iraqi Freedom qui s'est déroulée de mars à mai 2003, a constitué le point culminant des nombreuses années de coopération entre les forces américaines et britanniques au Moyen-Orient. Coopération qui avait été mise sur pied pour l'opération Desert Storm et qui s'est par la suite prolongée pendant 12 ans, passés à assurer côte à côte la surveillance des zones de non-survol au nord et au sud de l'Irak. Dans cet article, l'auteur tente de définir les problèmes et les défis posés par les opérations de la coalition en Irak, afin de comprendre comment entretenir et développer au mieux les relations étroites qui existent entre l'armée de l'air des Etats-Unis (USAF) et la Royal Air Force du Royaume-Uni (RAF), d'un point de vue militaire et professionnel, dans la perspective d'envisager collectivement l'avenir.*



**A** l'époque où les Etats-Unis avait entamé la phase finale de planification qui a conduit à l'opération *Iraqi Freedom*, tout le monde se demandait si les Etats-Unis allaient être forcés de « faire cavalier seul »<sup>1</sup>. Au cours d'une conférence de

presse, le 11 mars 2003, le secrétaire d'état américain à la défense, Donald Rumsfeld, annonçait que les Etats-Unis disposaient de plans de rechange pour envahir l'Irak si la Grande-Bretagne décidait de ne pas prendre part aux opérations militaires, ajoutant : « Dans la me-

\*Voir la liste des abréviations et acronymes à la fin de l'article.

sure où ils [les Britanniques] ne seraient pas à même d'y participer, nous avons moyen d'opérer autrement, sans qu'ils soient impliqués. »<sup>2</sup> Au Royaume-Uni, le premier ministre était alors confronté à une vive opposition, tant au sein du parti travailliste que de la part de l'opinion publique, avec des manifestations à Londres à la mi-février 2003 qui ont, selon les estimations, mobilisé un million de personnes (un record). Ces problèmes politiques ont plongé la planification d'une opération potentielle dans une atmosphère de fébrilité (ce qui a rendu la tâche extrêmement ardue, pour ne pas dire plus, pour les planificateurs militaires américains). Néanmoins, il était largement admis que la légitimité internationale reconnue aux États-Unis serait plus importante si cette puissance était en mesure de former une coalition, et plus encore si celle-ci pouvait être rassemblée sous l'égide des Nations unies.<sup>3</sup> Par ailleurs, la contribution militaire envisagée par le Royaume-Uni, bien que relativement faible en effectifs, apportait des capacités particulièrement précieuses, et notamment des forces complémentaires clés dans des secteurs où les États-Unis avaient besoin de renforts.<sup>4</sup> Faire cavalier seul n'était certainement pas l'option privilégiée par les États-Unis.<sup>5</sup>

Bien sûr, l'opération *Iraqi Freedom* a en fin de compte pris la forme d'une opération menée en coalition, avec des troupes du Royaume-Uni et d'Australie combattant aux côtés des militaires américains. Mais aucun mandat de l'ONU ne lui a été accordé. A la suite des opérations de combat, les commentateurs militaires se sont empressés d'analyser l'opération, ses succès et ses échecs présumés, ainsi que les leçons qui pouvaient en être tirées pour l'avenir (en particulier à cause de ce caractère spécifique d'opération entreprise par une coalition internationale). Comme l'a exprimé le chef d'état-major de la défense britannique (*Chief of the Defence Staff* – CDS), « en tant qu'exemple-type d'une opération menée par une coalition à l'époque moderne, elle [l'opération en Irak] offre amplement matière à des examens minutieux de la part des analystes et aux commentaires de tous les généraux de salon. »<sup>6</sup> L'objectif de la présente analyse est de définir les problèmes et les défis posés par les opérations de la coalition au

cours de la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom*, et d'en extrapoler les leçons de portée plus générale qu'il nous faut identifier clairement si nous voulons progresser et nous préparer pour de futures opérations en coalition. Mais je tiens tout d'abord à formuler cinq mises en garde. Premièrement, mon propos se concentrera sur les relations entre les forces britanniques et américaines, bien qu'il y ait également eu sur le terrain une présence australienne considérable, avec près de 2 000 hommes et des moyens tels que des forces spéciales, des unités commandos, des F/A-18, des frégates et une équipe de plongeurs, ainsi qu'un quartier général national qui, bien que de taille plus réduite, était similaire au quartier général du contingent national britannique (*UK National Contingent Headquarters* – NCHQ), situé sur la base d'As-Saliyah au Qatar, à côté du centre de commandement avancé du commandement central américain (*Central Command* – CENTCOM). Les Australiens ont donc leur propre perspective à ce sujet, même s'il se peut tout à fait que certaines de leurs observations sur les défis posés par la participation à ce projet de coalition soient similaires. En réalité, le contexte de « coalition » de cette opération présentait même bien plus de strates de complexité, puisque des dizaines d'autres nations étaient impliquées à différents degrés, (que ce soit par l'accord de droits de survol, par l'octroi de bases ou par un soutien logistique).<sup>7</sup> Deuxièmement, afin de traiter le sujet dans sa globalité, j'examinerai le déroulement de l'opération d'un point de vue interarmées. Mais chaque fois que possible, je mettrai en avant des problématiques et des exemples spécifiques aux forces aériennes, pour finir par une réflexion sur l'évolution des relations entre l'armée de l'air des États-Unis (*United States Air Force* – USAF) et l'armée de l'air britannique (*Royal Air Force* – RAF) à la suite de l'opération *Iraqi Freedom*. Troisièmement, je me concentrerai spécifiquement sur les leçons tirées de la troisième phase (la phase de combats qui a abouti au renversement du régime de Saddam Hussein, la partie de « guerre conventionnelle »).<sup>8</sup> Au moment où je rédige cet article, il est clair que la phase quatre, qui n'est pas encore terminée, recèle bien d'autres enseignements pour nous ; néanmoins, nous avons beaucoup à gagner en analy-

sant la phase trois et les préparatifs de celle-ci comme un ensemble distinct. Quatrièmement, il est aussi important de reconnaître les implications qu'a eues sur l'expérience britannique en Irak le refus par la Turquie d'apporter son soutien. Mis à part les défis évidents en termes de délais liés à la décision tardive d'abandonner la possibilité d'utiliser le territoire turc, et le réacheminement de quantités importantes de troupes et d'équipements que cela a imposé, la disparition de l'« option turque » a également entraîné le retrait du commandement européen des forces américaines (*US European Command* – EUCOM) de l'équation du commandement et du contrôle (C2). L'implication simultanée du CENTCOM et de l'EUCOM dans cette opération y aurait ajouté une dimension supplémentaire, rendant la situation encore plus complexe qu'elle ne l'était déjà. C'est pour cela que l'étude des opérations de la coalition dans le cas présent n'envisage, par définition, les questions de coordination et de coopération qu'avec un seul quartier général pour le commandement américain. Finalement, il est important de reconnaître que « ce qu'on voit dépend de l'endroit où l'on se trouve. » Je cite là le commandant du contingent national britannique (*National Contingent Commander* – NCC)<sup>9</sup>, et j'admets que mon point de vue est certainement en partie influencé par mon expérience au sein du NCHQ.

Pourquoi est-il important que nous comprenions et que nous fassions progresser notre réflexion sur les opérations menées en coalition ? Les conflits auxquels nous sommes confrontés depuis la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre sont très différents de ceux auxquels nos officiers supérieurs ont été préparés au début de leur carrière. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'éclatement des blocs issus de la guerre froide a créé une situation dont certains états ont tiré profit, mais dans laquelle de nombreux autres ont dû faire face à l'incertitude (au niveau économique et politique). Les attaques terroristes du 11 septembre ont été le plus violent des chocs qui ont marqué notre entrée dans une ère nouvelle, celle des conflits asymétriques : nous vivons désormais dans un monde où les armes asymétriques gagnent en efficacité et possèdent un immense potentiel de destruction,

tout en devenant de plus en plus accessibles à des agresseurs non liés à un état, qui peuvent les utiliser dans le monde entier. Nous sommes également entrés dans une ère où les guerres (tout du moins pour les partenaires potentiels d'une coalition au sein de l'Occident) représentent de manière croissante des « guerres de choix », idéalement menées dans le cadre de coalitions de membres « volontaires ». Du point de vue du Royaume-Uni, la probabilité d'un engagement unilatéral dans des opérations de combat très intenses est aujourd'hui infime ; nous envisageons à présent les combats aux côtés d'alliés et partenaires rassemblés en coalition, ce qui, pour des opérations d'envergure majeure, implique invariablement les Etats-Unis. En décembre 2003, le Livre blanc du ministère de la défense britannique (*Ministry of Defense* – MOD) établissait que « les opérations les plus conséquentes en dehors de nos frontières, et notamment les interventions contre des états ennemis, ne peuvent être entreprises de façon plausible que si les forces américaines y sont engagées, que ce soit à la tête d'une coalition ou dans le cadre de l'OTAN. »<sup>10</sup> Dans ce contexte, la cohésion d'une coalition représente, en particulier dans un environnement asymétrique, un élément fondamental pour le succès d'une opération ; un ennemi habile saura y déceler notre point faible potentiel. Même sans être en conflit avec nous, une tierce partie qui y serait opposée peut perturber une opération envisagée en ciblant les lignes de faille potentielles entre les différents membres d'une coalition. Dans les « guerres de choix », une coalition doit faire face à de nombreux obstacles avant même d'affronter l'ennemi. Ainsi, mieux nous comprenons la dynamique des opérations en coalition et les défis qu'elles posent, mieux nous nous préparons à l'avenir. Du point de vue des relations militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis, mon avis est que nous nous trouvons à un moment crucial de notre développement. Après avoir passé 12 ans à surveiller le ciel d'Irak et travailler aux côtés des forces américaines pour mener des opérations en continu pendant plus de 4 000 jours, nous abordons aujourd'hui une période de contact opérationnel potentiellement limité. En fait, l'évolution de la situation en Irak pourrait même conduire à une réduction

supplémentaire de ce contact. Aussi devons-nous à présent déterminer les actions à entreprendre pour nous préparer à relever les défis à venir, d'autant que notre seule certitude est que de telles situations se reproduiront.

Comme je viens de l'évoquer, la préparation et la planification de l'opération *Iraqi Freedom* se sont déroulées dans un contexte où l'application des zones de non-survol du territoire irakien (imposées par la résolution 687 de l'ONU) était contrôlée de façon continue par une coalition au sein de laquelle l'USAF et la RAF travaillaient côte à côte, tant dans les centres de contrôle des opérations aériennes combinées, au nord et au sud du pays, que dans les airs. En partageant pendant 12 ans la planification et la mise en œuvre d'opérations, ainsi que leur quotidien, l'USAF et la RAF sont parvenus à un niveau d'intégration qui allait par la suite s'avérer inestimable. Bien que le Royaume-Uni n'ait commencé à s'impliquer dans la planification d'une éventuelle intervention en Irak qu'à la mi-2002, des officiers d'état-major de chacun des trois éléments de l'armée avaient été incorporés auprès de leurs homologues dans les quartiers généraux américains depuis le 11 septembre, et l'opération *Enduring Freedom* avait fait l'objet d'une planification et d'une mise en œuvre communes par des personnels britanniques et américains dès la fin 2001. L'état-major britannique incorporé au CENTCOM, à Tampa en Floride, était au départ dirigé par un général trois étoiles, puis par un général deux étoiles à partir de mai 2002. Nommé commandant du contingent national britannique à l'automne de la même année, le général de corps aérien Sir Brian Burridge a commencé à renforcer les relations déjà établies au plus haut niveau.<sup>11</sup> Les commandants du contingent britannique placés sous ses ordres travaillaient également aux côtés de leurs homologues. Ce travail de planification précoce a permis au Royaume-Uni de bénéficier d'une visibilité sur l'organisation américaine, ainsi que d'une implication et d'une influence croissantes sur celle-ci, à mesure que les équipes de planification britanniques (les « officiers d'état-major incorporés » britanniques)<sup>12</sup> gagnaient en crédibilité auprès de leurs homologues et de leurs

supérieurs américains, jusqu'à former par la suite le noyau dur des officiers d'état-major britanniques incorporés au sein des quartiers généraux américains déployés sur le terrain.<sup>13</sup> Avec le temps, des relations personnelles se sont nouées, la confiance s'est établie, et les officiers d'état-major ont de plus en plus pris conscience du concept fondamental de risque partagé que comporte une opération en coalition. Bien sûr, avec les difficultés politiques survenues au Royaume-Uni à la fin 2002 (et jusqu'au début 2003), les officiers d'état-major britanniques incorporés en charge de la planification ont dû faire face au défi consistant à maintenir le cap du processus de planification dans un contexte d'incertitude sur la participation de leur pays à la coalition. Les liens tissés par ces officiers d'état-major britanniques incorporés se sont alors avérés essentiels pour maintenir la présence de planificateurs militaires britanniques aux côtés de leurs homologues américains pendant cette période difficile. Les commandements américains et britanniques ont également reconnu le rôle essentiel joué dans le développement des plans de cette campagne d'opérations par les exercices et simulations qui se sont déroulées lors des derniers mois de préparation. Ces répétitions opérationnelles (dénommées « *Rock drills* » et « *chair flies* »), sans oublier l'exercice d'observation interne (*Exercise Internal Look*) de décembre 2002, ont eu une importance cruciale pour venir à bout des problèmes de planification et de C2.



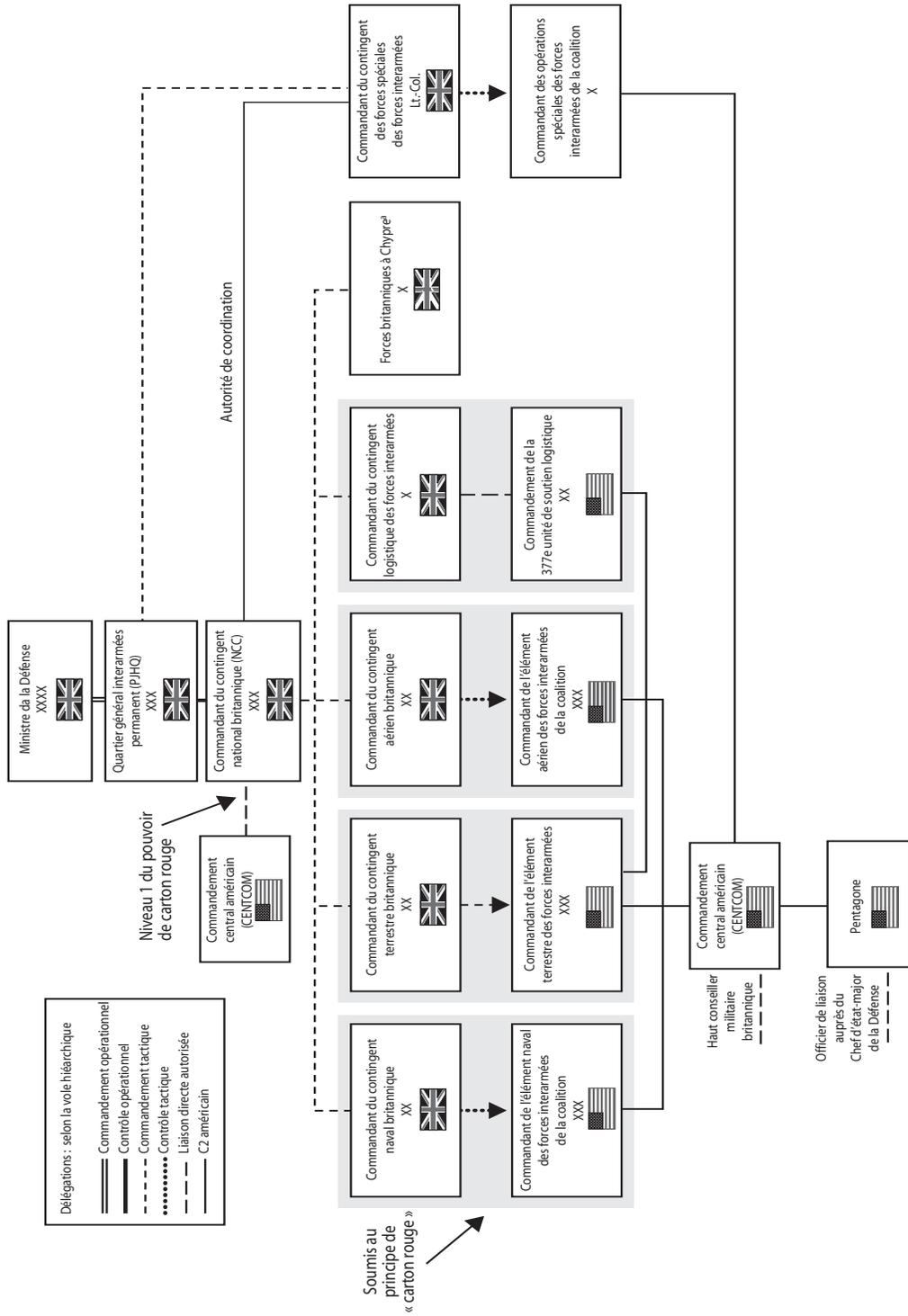
Aéronefs de la coalition survolant la zone d'exclusion aérienne

La structure des forces britanniques a été présentée par le secrétaire d'état (le ministre de la défense britannique) en janvier et février 2003, et les annonces finales sont intervenues à peine un mois avant le début effectif de l'opération. La contribution du Royaume-Uni devait comprendre plus de 100 aéronaves à voilure fixe et 120 hélicoptères, une division d'infanterie constituée de trois brigades avec plus de 100 chars de combat Challengers, et un corps expéditionnaire amphibie doté de navires démineurs, de lance-missiles Tomahawk pour le combat sol-sol et d'un navire-hôpital. Dans son rapport intitulé premières réflexions (*First Reflections*), le ministère de la défense britannique explique que « la contribution du Royaume-Uni a été intégrée à la stratégie américaine de manière à compléter et renforcer le mieux possible les capacités des Etats-Unis, tant du point de vue politique que militaire ». <sup>14</sup> La RAF a ainsi déployé plus de 8 000 hommes ainsi que des équipements aériens adaptés aux besoins américains (en mettant par exemple en action des armes de précision, des plateformes aériennes de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et de C2, des dispositifs de défense antiaérienne, et du ravitaillement en vol). Le « plan d'opérations » avait été maintes fois répété et, à mesure que l'éventualité d'un conflit se précisait alors que les opérations de maintien des zones de non-survol se poursuivaient, il devenait évident que les interventions devaient être synchronisées dans un certain nombre de domaines. <sup>15</sup> Dans ce contexte, des relations de coalition au plus haut niveau des forces armées étaient capitales, car les commandements ont dû ajuster et remanier les plans de manière à s'adapter aux réalités changeantes des dernières semaines, si critiques. La perspective de certaines actions ennemies spécifiques, comme l'utilisation de Scuds depuis le désert de Syrie à l'ouest du pays, d'éventuelles attaques sur la zone autonome kurde ou encore la menace de sabotage des champs pétrolifères du sud, a rendu impérative la réduction de la phase « d'ajustement » au strict minimum. Le niveau d'intégration des états-majors de la coalition a permis à cette dernière d'agir comme une force unique lors de ces phases finales de la planification.



Le char Challenger

Quels sont donc, dans le contexte de cette coalition, les problèmes et les défis auxquels nous avons été confrontés, qu'est-ce qui a fonctionné bien ou mal ? Tout d'abord, bien que cela fasse encore l'objet de débats, je pense que les relations de commandement et de contrôle entre les militaires de la coalition ont bien fonctionné (Cf. illustration). Ce schéma montre comment le commandement et le contrôle étaient délégués au sein des forces britanniques, et comment cette organisation s'alignait avec la structure militaire américaine. Au Royaume-Uni, la planification et la supervision de l'opération étaient assurées par le MOD et le quartier général interarmées permanent (*Permanent Joint Headquarters – PJHQ*), qui constituaient conjointement l'organisme de gestion de crise de la défense (*Defence Crisis Management Organisation*). Le CDS a nommé au PJHQ le chef des opérations interarmées (*Chief of Joint Operations – CJO*) comme commandant interarmées, en charge du commandement opérationnel des forces déployées. A quelques exceptions près (les forces spéciales, par exemple), le contrôle opérationnel des forces engagées étaient délégué par le CJO au NCC, qui déléguait à son tour le commandement tactique aux commandants du contingent britannique pour chaque élément (lesquels pouvaient eux-mêmes déléguer le contrôle tactique à leurs



<sup>1</sup>Le commandant des Forces britanniques à Chypre est un commandant en soutien ; il s'est vu accorder par le NCC un rôle prioritaire dans le soutien à l'opération Telic (les opérations militaires britanniques en Irak).

**Figure. Structure de contrôle et de commandement (C2) britannique, et relations avec le C2 américain**

homologues américains).<sup>16</sup> Le NCC siégeait aux côtés du général Tommy Franks, le commandant du CENTCOM, sur la base d'As-Saliyah au Qatar. Au niveau du contingent national comme pour chaque élément, les commandants britanniques ont eu la responsabilité d'harmoniser les activités menées en coalition avec la volonté politique et les exigences légales de leur pays, et de veiller à ce que les forces britanniques soient employées efficacement. Ils disposaient également d'un pouvoir de « carton rouge » vis-à-vis du contingent national. Le recours à celui-ci a cependant été évité, et à plusieurs reprises, car le niveau de confiance qui prévalait à tous les niveaux du commandement a permis de devancer, par la voie du dialogue informel, les éventuelles actions formelles. Cette approche s'est avérée absolument capitale pour réduire les frictions. La manière dont les différents contingents des forces nationales se sont intégrés au sein de leur composante a dépendu à la fois de la nature et du rôle spécifiques de chaque environnement. Les éléments aérien et naval des forces britanniques ont ainsi été totalement intégrés aux contingents américains respectifs ; en ce qui concerne l'armée de l'air, la nature même de l'environnement exige en effet une intégration totale. Pour ce qui est des forces terrestres, la situation est quelque peu différente. Les défis que posait l'intégration de l'armée de terre britannique au sein d'une formation américaine sur le terrain organisée par des liaisons numériques ont très tôt été identifiés. Pour le commandement britannique, il apparaissait donc préférable d'opérer sur un secteur géographique distinct (ce qui revenait à privilégier l'option d'un déploiement dans le sud plutôt qu'au nord). Le changement de plan consécutif à la décision de la Turquie de ne pas autoriser l'ouverture de ses bases à la coalition a conduit à modifier les plans du contingent britannique au sol, conduisant la division britannique à opérer, aux côtés de la 1<sup>re</sup> force expéditionnaire du corps des marines (*1st Marine Expeditionary Force*), dans un secteur géographique distinct au sud de l'Irak, réduisant ainsi sa dépendance par rapport aux moyens technologiques intégrés de C2. Pour ce qui est

des rapports entre le commandement déployé et le Royaume-Uni, le NCC était, par l'intermédiaire du CJO, en relation avec l'état-major de la défense ; le CJO et le PJHQ assuraient l'interface entre Londres et le NCC sur le théâtre des opérations, ce qui permettait au NCC de se concentrer sur les problèmes militaires au sein de la coalition, ainsi que sur ses relations avec les militaires américains et avec ses commandants du contingent national pour chaque élément. Si, comme cela avait été suggéré, le CJO avait été déployé en tant que commandant interarmées avancé, les fonctions combinées du CJO et du NCC (en référer à la hiérarchie à Londres, consulter ses homologues au CENTCOM et en référer à leurs supérieurs, tout en surveillant les intérêts des forces nationales à l'échelon du quartier général du commandement) auraient toutes été confiées à un seul et même officier ou organe de commandement. Au vu de la charge de travail qu'impliquait pour le NCC sa seule présence aux côtés du général Franks, et du rythme de combat mené par le CENTCOM, il semble certain que d'autres relations cruciales en auraient pâti. Pendant le déroulement de l'opération, le *Daily Telegraph* a ainsi rapporté « une révélation surprenante » du NCC concernant ses rapports avec le premier ministre.<sup>17</sup> « Je ne me suis jamais entretenu avec Tony Blair, a-t-il affirmé. C'est au chef d'état-major de la défense et au secrétaire d'état que je rends des comptes. »<sup>18</sup> Les journalistes ont pu trouver cela surprenant, mais le NCC n'avait aucune raison d'entretenir de tels contacts directs, et le premier ministre encore moins : ils s'appuyaient sur des chaînes de commandement et de contrôle déjà clairement définies par la doctrine militaire britannique, et sur des canaux de communication reliant tous les échelons de la voie hiérarchique jusqu'au ministre de la défense, qui avaient fait leur preuves au cours des opérations récentes. Les militaires américains avaient adopté une structure différente et plus fluide, avec une communication directe à intervalles réguliers entre le CENTCOM et le département de la défense (Donald Rumsfeld et le général Franks étaient ainsi en contact direct quotidien, souvent par le biais d'une

visioconférence à laquelle le NCC participait aux côtés du général Franks, tandis que les chefs d'état-major interarmées du Pentagone appelaient directement les commandants américains de chaque élément).<sup>19</sup> Les différences entre les structures de C2 américaines et britanniques, particulièrement en ce qui concerne l'interface entre les sphères politique et militaire, ont été débattues par le comité restreint à la défense de la chambre des communes (*House of Commons Defence Select Committee* – HCDC). Dans son *Troisième rapport*, celui-ci a recommandé que « le ministère de la défense étudie la possibilité d'accroître les facultés d'adaptation aux plus hauts échelons des structures de commandement britanniques, afin de leur permettre de travailler plus étroitement en parallèle avec leurs homologues américains lorsque les forces américaines et britanniques mènent des opérations conjointes. »<sup>20</sup> Les membres du comité poursuivaient en affirmant : « On peut suggérer que le système britannique devrait être capable de s'adapter pour gérer une interface plus directe entre le monde politique et l'armée, comme le font les Américains. »<sup>21</sup> Cependant, dans sa réponse aux remarques du HCDC concernant les différences entre les structures américaines et britanniques, le gouvernement a clairement fait part de son opinion : « Nous ne sommes pas d'accord. Les structures de commandement au sein de la coalition ont été étroitement intégrées. »<sup>22</sup> En fait, les relations sur le théâtre des opérations étaient excellentes, et le NCC était en mesure de fournir chaque jour au CJO un retour d'informations exhaustif. Il est intéressant de noter que, lors de l'intervention au Kosovo, nous avons fait l'expérience d'un C2 américain très différent, où les instructions étaient transmises aux commandants en chef des forces américaines sur le terrain suivant une chaîne hiérarchique plus traditionnelle (ce qui ressemblait plus à la structure adoptée par le Royaume-Uni). Les différences en la matière tiennent tout autant aux personnes impliquées qu'à la mission et à son contexte ; il est donc probable que les personnalités des officiers impliqués joueront également un rôle significatif dans les relations avec le com-

mandement américain à l'avenir. Il nous est bien sûr impossible de prédire ni la nature des administrations qui dirigeront les États-Unis dans l'avenir, ni les caractéristiques qui pourraient en découler pour de futurs conflits (il en va de même d'ailleurs des habitudes de travail du gouvernement britannique : elles aussi dépendent des personnalités de ceux qui y siègent, dans une moindre mesure qu'aux États-Unis peut-être, mais plus que par le passé). Mais la structure de C2 dont nous disposons est robuste et, tout en étant clairement définie, elle s'est avérée suffisamment flexible pour s'adapter à de telles variations.

Le point de vue britannique, selon lequel la participation à une opération menée en coalition impliquait de partager la charge que représentait celle-ci en termes de troupes et d'équipements engagés, de partager la responsabilité des opérations, mais également de partager les risques concernant nos forces et l'issue des opérations, a constitué un principe central de l'entente développée entre les commandements britanniques et américains. Notre volonté de nous entraîner et de planifier les opérations ensemble, tout comme la confiance manifestée par les Américains en plaçant des officiers britanniques à des postes clés au sein de l'organisation américaine, ont aussi contribué à la fermeté de notre position lorsque, en tant que coalition (et il faut garder ici à l'esprit le point faible que cela implique), nous avons « franchi le Rubicon » ensemble. Il n'a pas fallu longtemps avant que cette attitude soit mise à l'épreuve, lorsqu'une batterie américaine de missiles Patriot a abattu un chasseur britannique Tornado GR4, provoquant la mort tragique de l'équipage. Bien que les causes fondamentales de l'accident n'aient été clairement établies que par la suite, tout le monde a su presque immédiatement que l'avion avait été abattu par un Patriot américain. Au quartier général national, au Qatar, comme au quartier général de l'élément aérien (*Air Component Headquarters* – ACHQ), en Arabie saoudite, les commandants en chef américains et britanniques ont bien pris conscience que cet incident représentait une mise à l'épreuve importante pour nos relations. Au sein des deux quartiers géné-

raux, les commandants américains ont pris contact avec leurs homologues britanniques pour présenter leurs excuses et leurs condoléances. Le lendemain matin de l'accident, le NCC a assuré au cours d'un entretien programmé antérieurement que, même après cette tragédie, les relations avec les Etats-Unis restaient aussi fortes qu'auparavant : « Une campagne militaire représente probablement le type d'alliance le plus intime qui puisse être mis en place. Vous avez là deux nations qui partagent les mêmes risques, les mêmes dangers et les mêmes récompenses. Il s'y développe un lien de confiance, parce que chacun est responsable de la vie de l'autre. »<sup>23</sup> Le même jour, au cours d'un entretien avec George Pascoe Watson du *Sun*, le général Franks a été interrogé sur son opinion quant à l'accident ; il a insisté sur le fait qu'il était erroné d'envisager que des incidents provoqués par des tirs alliés puissent jeter un froid entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni. « Je tiens à exprimer à ce sujet mon plus vif désaccord. Lorsque des tirs alliés provoquent des incidents entre forces d'une coalition, cela ne peut que rapprocher les alliés en question. »<sup>24</sup> Et il ne s'agissait pas seulement là de beaux discours : les commandants ont exprimé des opinions identiques en privé.

L'un des premiers obstacles auxquels nous avons dû faire face a été de synchroniser notre manière d'exploiter les informations au cours de cette campagne, et tout particulièrement pour tenir compte de la nature des « publics » auxquels nous nous adressions, et de leurs multiples facettes.<sup>25</sup> L'attitude de nos militaires sur le terrain vis-à-vis des médias a été l'un des points abordés. Dans la dernière ligne droite avant le lancement de l'opération, les états-majors de la coalition ont travaillé dur pour aligner nos stratégies respectives vis-à-vis des médias et définir le rythme quotidien des rapports (pour répondre aux publics importants, répartis à travers les fuseaux horaires du monde entier), mais les différences d'attitude de chaque nation ont été plus difficiles à coordonner. Le quartier général américain des forces aériennes (ACHQ) avait banni les journalistes d'Arabie saoudite, les journalistes qui couvraient la campagne aérienne ont donc

détourné leur attention de ce pays pour se répartir entre les bases et le centre de presse implantés au Koweït. Au niveau du contingent national, un centre d'information interarmées pour la presse (*Combined Press Information Centre*) avait été mis en place au Qatar (son « plateau » pour les conférences de presse, conçu par un directeur artistique de Hollywood, a été décrit comme « ressemblant vaguement à la passerelle de commandement de l'Enterprise », le vaisseau spatial de Star Trek<sup>26</sup>). Le défi culturel que représentait la collaboration avec les différents médias, aux côtés de nos partenaires de la coalition, n'a pas tardé à devenir manifeste. Avant même que notre pays n'« intègre les rangs » au Qatar, le concept de « choc et effroi » (*shock and awe*) déjà énoncé avait ainsi mis en porte à faux l'importance accordée par le Royaume-Uni à la reconstruction future de l'Irak.<sup>27</sup> Bien que cette expression « choc et effroi » ait été délibérément évitée par nos collègues américains sur le terrain<sup>28</sup>, la première conférence de presse du général Franks après le début du conflit évoquait dans son préambule initial une campagne « de choc », pour asséner « un choc décisif avec précision », et « mettant en action des forces aériennes de choc »<sup>29</sup> Mais cela représentait plus une différence de présentation d'ordre culturel qu'une différence de doctrine. Comme l'a exprimé Paul Adams, un correspondant de la BBC :

Grand et imposant, avec ses oreilles décollées, le Texan donnait l'impression d'être l'homme idéal pour infliger une dose de choc et d'effroi à l'Irak, tandis que son homologue britannique, plus petit, paraissait, derrière ses lunettes, incarner une attitude un peu plus nuancée. Pourtant, même s'il est tentant d'établir des distinctions entre les deux partenaires principaux de la coalition, les concepts de « choc et effroi » et d'« opérations basées sur les effets » (*Effects-Based Warfare*) reprennent dans le fond la même idée... « Il y a d'autres manières de semer le choc et l'effroi qu'en détruisant des choses », a d'ailleurs estimé Sir Burridge.<sup>30</sup>

En tout cas, comme l'a souligné un article paru dans *Air Force Magazine*, « ce n'était pas le rôle du département de la défense [concernant « choc et effroi »] de rectifier les attentes

que d'autres avaient suscitées. En réalité, ne pas l'avoir fait peut avoir constitué une forme de désinformation passive. »<sup>31</sup> Cette conférence de presse au Qatar a cependant été la première et la seule tenue par la coalition. Tandis que le général Franks et son porte-parole pour les médias, le général Vincent Brooks, s'adressaient aux médias, les commandants des contingents nationaux britannique, australien, danois et néerlandais se sont contentés de faire présence à la tribune. Aucun d'entre eux n'a eu l'occasion de prendre la parole au cours de la conférence qui a duré plus d'une heure, et l'impression qui en a résulté n'était pas celle que nous voulions donner. Cela ne reflétait pas non plus la réalité, puisque le NCC se retrouvait avec un simple rôle de « figurant » ; suite à cette conférence, il a été décidé qu'une gestion unilatérale des relations avec les médias représentait probablement la meilleure option. Une chose est sûre, les différences d'attitude de nos presses nationales respectives ont joué un grand rôle dans la manière dont chacun de nous envisageait les relations avec les médias : les militaires américains ont clairement été surpris par le traitement plutôt hostile que les médias britanniques<sup>32</sup> nous ont réservé, alors que l'attitude patiente, voire parfois complaisante, dont la presse américaine faisait preuve face à un traitement des événements assez médiocre (comparé à ce que nous savions que les journalistes britanniques auraient exigé) par les militaires américains chargés des relations avec les médias, a suscité une certaine surprise dans nos rangs.<sup>33</sup> Bien qu'elle puisse paraître cruelle, la description que Paul Adams a faite de nos différences en la matière résume aussi la manière dont les membres de la presse ont perçu les réactions des militaires des deux nations alors qu'ils tentaient de faire face aux médias :

Les journalistes, qui attendaient désespérément des faits à communiquer, se bouscuaient chaque fois qu'un porte-parole des forces armées américaines, poli et soigné, s'aventurait dans les couloirs bondés. Mais du fait des contraintes imposées par « la sécurité des opérations » ou, tout aussi souvent, d'une certaine réticence à parler pour éviter tout risque d'impair, nous en

sortions chaque fois déçu... Une petite équipe de conseillers en communication britannique s'escrimait pour combler ce vide... C'était un comportement responsable en la matière, mais les Américains n'ont pas su, ou pas voulu, imiter cette manière de faire.<sup>34</sup>

Dans le domaine de l'information, il a aussi fallu envisager comment concilier nos objectifs militaires pour cette opération. L'objectif principal, parmi ceux officiellement définis par le gouvernement britannique pour la campagne militaire menée dans le cadre de cette opération, consistait à « retirer à l'Irak ses armes de destruction massive, ainsi que les programmes d'armement et les vecteurs associés. »<sup>35</sup> Pour les Etats-Unis, le premier objectif consistait à « mettre fin au régime de Saddam Hussein. »<sup>36</sup> Dans la liste des objectifs américains, le troisième et le quatrième évoquaient le terrorisme, alors que le Royaume-Uni n'y faisait allusion que dans le cadre des « objectifs politiques plus généraux en faveur de la campagne militaire ». <sup>37</sup> L'élément clé pour concilier ces deux perspectives sous l'étendard d'une même coalition était bien évidemment l'unité de notre position concernant le régime de Saddam Hussein. Comme l'a formulé le gouvernement britannique, « si l'Irak ne se conforme pas aux obligations de désarmement qui lui incombent conformément [aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU], c'est à cause du régime irakien actuel... Il est donc nécessaire que le régime irakien actuel soit destitué. »<sup>38</sup> Nos points de vue respectifs concordaient totalement sur ce point, mais il fallait malgré tout que les commandants nationaux britannique et américain agissent avec prudence pour s'assurer que tout le monde en soit pleinement conscient.

Un problème qui s'est posé très tôt (au cours de la phase de pré-campagne), et dont nous avons au final dû « tirer une leçon » pour les opérations en coalition, a été l'obtention de bases pour nos moyens militaires. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient convenu que les négociations auprès de nations hôtes (NH), pour qu'elles apportent leur soutien aux moyens de la coalition, seraient menées par les Etats-Unis. Dans les phases préliminaires de la planification, cela

paraissait constituer une approche pragmatique, mais à mesure que le temps passait et que les opinions se durcissaient au sein des NH, il est devenu évident que, du point de vue de ces états tout du moins, la demande de soutien en tant que nation hôte présentée par chaque pays devait être étudiée séparément, quelque soit la manière dont la requête avait été présentée. A posteriori, cela peut sembler une stratégie évidente de la part des NH, mais à l'époque, la démarche qui paraissait la plus appropriée était de les approcher en tant que coalition unifiée. Il s'avère que cela n'a probablement rendu service ni aux Etats-Unis, ni au Royaume-Uni. Au pied levé, alors que nous subissions le revers de ce projet de coalition, l'assistance et la flexibilité des Etats-Unis ont permis le déploiement de nos forces, en conciliant nos changements de plans (motivés par ce problème avec les NH) en matière de bases aériennes et terrestres avec leur propre plan.

La question des règles d'engagement et du niveau de délégation d'autorité aux commandants sur le terrain, pour chaque nation, a représenté un autre défi auquel nous avons accordé beaucoup de réflexion et de concentration avant le début de la campagne. Au Kosovo, le général Wesley Clark avait exprimé sa frustration face à la lourdeur des processus d'approbation au sein de la coalition.<sup>39</sup> Aussi bien le NCC que le commandant du contingent aérien ont reconnu à l'issue de l'opération *Iraqi Freedom* que les délégations finalement accordées au cours de cette opération avaient été caractérisées par une flexibilité considérablement accrue, et que la cohérence en termes de délégation au sein de la coalition avait été cruciale pour la crédibilité des forces britanniques dans cette campagne au rythme soutenu, marquée notamment par un effort aérien si intense que jusqu'à 1 700 sorties par jour étaient organisées.<sup>40</sup> Il y a bien sûr eu des occasions où le point de vue britannique sur la manière dont « l'effet » produit par une opération risquait d'être interprété n'était pas le même que celui des Américains. Dans le cas de l'opération *Iraqi Freedom*, le Royaume-Uni était conscient que l'acceptabilité d'une manière d'agir donnée au sein de

chaque nation était source de désaccords potentiels, et le recours aux cartons rouges n'a donc pas été l'option privilégiée ; au niveau du NCHQ, les divergences d'opinion étaient régulièrement résolues par la voie du dialogue et de la discussion. En fait, le Royaume-Uni a été en mesure de proposer ses conseils, même lorsque les forces britanniques n'étaient pas directement impliquées, et les Etats-Unis ont accepté cette offre avec plaisir. Comme l'a expliqué le général de corps aérien Burridge devant le HCDC : « Ce qui, à mon avis, constitue un aspect intéressant, et je crois que c'est en ce point que notre contribution a eu une valeur considérable, c'est que nous pouvions dire : oui, d'accord, c'est une cible américaine, à partir d'une plate-forme américaine. les Britanniques ne sont nullement impliqués... Mais laissez-moi juste vous présenter comment les choses pourraient être perçues à Paris, à Berlin, ou je ne sais où. »<sup>41</sup>

Le partage des informations et l'interopérabilité des systèmes informatiques ont fait partie des principaux défis auxquels la coalition a dû faire face. Heureusement, l'ampleur limitée de la coalition qui a participé à l'opération *Iraqi Freedom* a rendu le partage des informations et des renseignements plus facile qu'il n'aurait été dans une coalition plus large. Néanmoins, partager les informations est un élément fondamental de la relation de confiance nécessaire au sein d'une coalition ; au cours de l'opération *Iraqi Freedom*, la difficulté à traduire la confiance développée aux plus hauts niveaux de la hiérarchie par un partage judicieux de l'information aux échelons inférieurs a engendré une certaine frustration. Le problème ne résidait pas en tant que tel dans le caractère sensible des informations, mais plutôt dans le fait que chaque individu de la chaîne se sentait obligé de vérifier si une information pouvait ou non être divulguée avant de répondre à la moindre requête. Le système s'avérait par conséquent lent et lourd, au lieu d'être rapide et réactif. Les systèmes informatiques (SI) ont eux aussi posé problème : les Etats-Unis ont utilisé leur système SIPRNET (*Secret Internet Protocol Router Network*), un réseau de routage IP secret, infiniment plus évolué et que les

Britanniques ne pouvaient pas consulter sans supervision américaine, tandis que le Royaume-Uni exploitait une myriade de SI différents tout en disposant d'un accès au CENTRIX, un SI américain auquel les forces australiennes et britanniques avaient accès et sur lequel pouvaient être transférées les informations du SIPRNET dont la divulgation aux Britanniques et aux Australiens était autorisée. Cependant, ce processus était manuel et non automatique, ce qui impliquait que nos homologues américains trouvent le temps (dans un contexte d'opérations au rythme soutenu) de sélectionner les informations et d'effectuer le transfert. Une fois de plus, ces difficultés ont en général été surmontées grâce à des entretiens en face-à-face et au développement de bonnes relations de travail, mais elles ont quand même entraîné certaines pertes d'efficacité.

Quelle expérience pouvons-nous donc tirer de la phase trois, 22 mois après son lancement ? En dépit des événements qui se poursuivent en Irak, nous avons certaines leçons importantes à tirer de l'opération *Iraqi Freedom*, aussi bien du côté du Royaume-Uni que de celui des États-Unis, et il nous faut également reconnaître que l'interopérabilité de nos forces sur le terrain (qu'il s'agisse de la manière donc nous envisageons le combat ou de la manière dont nous combattons techniquement) doit être maintenue, si nous ne voulons pas en pâtir la prochaine fois. Il n'est en effet nullement garanti, s'il y a une prochaine fois, que nous aurons autant de temps pour planifier l'opération (même si la volonté politique de nous laisser participer à la planification, aussi incertaines soient les intentions quant à la suite des événements, peut nous faire bénéficier d'une influence cruciale au tout premier stade)<sup>42</sup>, et il est en revanche pratiquement certain que, dans la dernière ligne droite avant une opération d'envergure, nous ne viendrons pas de passer 12 années côte à côte sur le terrain. En fait, admettre que la situation ne sera pas la même la prochaine fois constitue en soi une leçon essentielle.

L'important, c'est que nous devons offrir des capacités qui soient utiles, nous permettant d'exercer de l'influence, et puissent com-

bler les lacunes ou compléter les capacités américaines. La reconnaissance tactique et les missiles de croisière Stormshadow constituent de bons exemples de capacités dans le domaine aérien que seul le Royaume-Uni est en mesure d'offrir, tandis que les avions ravitailleurs et les sentinelles E-3 représentent des exemples de moyens que nous avons pu apporter alors qu'ils étaient en nombres insuffisants. Si le Royaume-Uni est capable d'accomplir des tâches précieuses dont les États-Unis ont besoin (et que d'autres alliées peuvent ne pas être en mesure de remplir), notre influence se fera sentir : « L'importance de la contribution militaire que le Royaume-Uni est capable d'apporter... nous assure d'obtenir une place réelle dans les processus décisionnels au niveau politique et militaire. »<sup>43</sup> Le fait de participer aux activités controversées et dangereuses, et non pas seulement à celles qui constituent des « niches » ou qui font défaut, représente une autre manière essentielle pour que notre contribution militaire puisse démontrer notre engagement, et déterminer l'estime dans laquelle nous sommes tenus (ainsi que l'influence que nous pouvons être amenés à exercer).

Il nous faut aussi reconnaître l'importance que les délégations d'autorité judiciaires ont eue dans la confiance accordée par les États-Unis au Royaume-Uni. Ces délégations nous ont permis de prendre part à des décisions de haute importance en matière de définition de cibles, pour lesquelles le facteur temps était critique, et elles ont garanti notre implication totale dans la prise de décision. La conciliation des objectifs politiques, autre domaine de coopération au sein d'une coalition, s'avère être un point tout aussi crucial, bien qu'extrêmement sensible ; il nous faudra toujours être conscients qu'il est indispensable de bien comprendre les objectifs politiques des membres de la coalition (s'ils sont différents ou s'ils reflètent des priorités différentes), de les entremêler et de les concrétiser. Ces questions politiques au sein d'une coalition, aussi sensibles et difficiles soient-elles pour les planificateurs, s'avèrent cruciales pour qu'une opération en coalition puisse être menée avec succès.

Le défi le plus urgent pour le Royaume-Uni et les États-Unis consiste à assurer le remplacement des liens opérationnels qui existent à l'heure actuelle (particulièrement entre nos forces navales et aériennes) suite aux 12 années de travail en coalition qui ont précédé l'opération *Iraqi Freedom*. Il nous faut rester les uns aux côtés des autres en participant à des entraînements et des exercices communs, en développant des doctrines de combat conjointement et en effectuant des manœuvres militaires en coalition. Du point de vue de la RAF et de l'USAF, c'est là une priorité reconnue depuis que la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom* s'est achevée. Les deux forces ont mis sur pied une initiative d'accord conçue comme un forum pour faire progresser les travaux sur les questions d'interopérabilité, sous la houlette du chef d'état-major de l'armée de l'air de la RAF et du chef d'état-major de l'USAF, afin de s'assurer que nous travaillerons et que nous nous entraînerons ensemble pour préparer l'avenir. Ce projet comporte des aspects pratiques, visant à développer nos programmes d'échanges au fil du temps et à maximiser les occasions d'effectuer des exercices conjointement, mais aussi des aspects techniques, et dans ce domaine l'acquisition et le développement d'équipements occupent une place centrale. Comme l'a exposé brièvement le CDS :

Bien que la modernisation des forces offre de réelles opportunités en matière d'interopérabilité, il existe un risque tout aussi important que cette même modernisation vienne saper l'unité des efforts au sein d'une coalition. L'écart technologique entre des contingents munis d'équipements analogiques et numériques aura de graves conséquences pour le principal avantage du recours au numérique, à savoir la capacité d'une force à faire du rythme des opérations un élément majeur de sa puissance de combat, ce qui en situation de combat pourrait rendre les deux éléments incompatibles d'un point de vue opérationnel.<sup>44</sup>

Au sein de l'USAF, le fait que tout équipement soit « prêt à l'emploi » (*plug and play*) devient (de façon assez compréhensible) une règle d'or. Les commandants ne voient aucun intérêt à de nouveaux équipements incapables de

s'intégrer dans le champ de bataille et, surtout, incapables de communiquer avec les autres éléments de l'équipement sans intervention humaine. Comme l'a affirmé le général de corps aérien Ronald E. Keys<sup>45</sup> :

Ce qui se trouve à l'intérieur de votre bidule ou de votre gadget peut être dans un format propriétaire, mais ce qui en sort par la petite prise, en façade ou au dos de l'appareil, doit parler le même langage que les aviateurs, et fonctionner avec le reste de mon équipement ou de mes systèmes sans avoir besoin qu'un autre dispositif assure la traduction ou l'intégration. Pour l'USAF du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est là une règle absolue, et si vous n'êtes pas en mesure de la respecter... nous ne sommes pas acheteurs.<sup>46</sup>

La RAF doit accroître sa présence aux côtés de l'USAF lors du développement des politiques et des priorités en matière d'interopérabilité. L'initiative USAF/RAF a également reconnu que les aspects culturels et intellectuels impliqués dans le fait de combattre ensemble sont un élément fondamental pour progresser. Tout comme l'interaction aux niveaux supérieurs (lors des réunions, conférences, manœuvres militaires, etc.), il est important de développer des liens plus étroits aux autres échelons de la chaîne de commandement. Plusieurs initiatives actuellement en phase de développement visent, tous grades confondus, à développer notre compréhension des habitudes culturelles de l'autre dans l'exercice de notre métier, ainsi qu'à développer une nouvelle génération d'aviateurs pour lesquels leurs homologues américains seront des partenaires naturels et habituels.<sup>47</sup> Cette approche devrait accompagner notre engagement dans la politique d'incorporation d'officiers d'état-major britannique au sein des états-majors de commandement américains pour de futures opérations, une mesure absolument capitale pour le succès des nouvelles coopérations à venir.

A l'issue de la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom*, nous pouvons dire, en tant que militaires américains et britanniques, que nous avons su travailler avec succès en tant que coalition et faire face en chemin aux difficultés pratiques. Nous pouvons également dire que ces dernières ont pour la plupart été



Tornado armé de missiles de croisière Stormshadow

surmontées, grâce tout à la fois aux hasards du calendrier (avec une période de planification prolongée), à de solides relations personnelles (particulièrement aux niveaux supérieurs), à un sentiment de dépendance mutuelle et de partage d'un fardeau commun (dans la mesure où le Royaume-Uni a fourni des capacités qui se sont avérées particulièrement précieuses pour l'effort de la coalition, et où il était admis d'un côté comme de l'autre que nous nous engageons dans cette aventure en tant que coalition « pour le meilleur et pour le pire »), ainsi qu'à une profonde motivation pour trouver un terrain d'entente et des solutions à chacun des problèmes qui menaçaient l'intégrité de la coalition. Mais surtout, la confiance s'est installée à tous les niveaux. Pour l'avenir, ce sont la coopération et les contacts mutuels qui nous offrent les meilleures chances de rester en phase, aussi bien en termes de façon de penser, de doctrine et de culture, qu'en termes d'équipement, de concepts d'opérations et d'interopérabilité.

Cela nous permettra de comprendre ce que nous sommes en mesure de nous apporter mutuellement, comment aller ensemble de l'avant le mieux possible, et les points sur lesquels nous devons concentrer nos efforts pour conserver cet élan. Mais surtout, il est essentiel de nouer des relations professionnelles solides et étroites, comme cela a été le cas pendant l'opération *Iraqi Freedom*. Comme l'a conclu le ministère de la défense dans son rapport *premières réflexions* :

Agir en coalition comporte des avantages politiques, diplomatiques et militaires, avec notamment un regroupement des capacités, des options de combat flexibles, et un partage des renseignements et des risques... Aux niveaux opérationnel et tactique, la planification et la conduite de cette opération ont été facilités par les étroites relations professionnelles développées entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis.<sup>48</sup>

Nous devons veiller à ce que cette situation soit préservée : les futures opérations en coalition en dépendront. □

## Notes

1. E. MacAskill, R. Norton-Taylor et J. Borger, "US May Go It Alone As Blair Is Caught in Diplomatic Deadlock" (Les Etats-Unis pourraient être contraints de faire cavalier seul alors que Blair se retrouve dans une impasse diplomatique), *The Guardian*, 12 mars 2003.

2. "US Willing to Go It Alone" (Les Etats-Unis envisagent de faire cavalier seul), 12 mars 2003, <http://aljazeeraah.info/News%20archives/2003%20News%20archives/March%202003%20News/12%20news/US%20is%20willing%20to%20go%20it%20alone%20aljazeeraah.info.htm>.

3. Anthony H. Cordesman, *The Iraq War: Strategy, Tactics, and Military Lessons* (La guerre en Irak : stratégie, tactique et leçons militaires), Westport, Connecticut : Praeger, publié en coopération avec le Center for Strategic and International Studies (Centre des études stratégiques et internationales), 2003, pp. 487-91.

4. Williamson Murray et Robert H. Scales Jr., *The Iraq War: A Military History* (La Guerre en Irak : une histoire militaire), Cambridge, Massachussets: Belknap Press of Harvard University Press, 2003, p. 132.

5. General Franks : « Je voudrais en toute honnêteté remercier le peuple de Grande-Bretagne pour avoir engagé la magnifique armée britannique au sein de cette coalition. C'est une force puissante, efficace, et je suis heureux de partir en guerre aux côtés des Britanniques. » Cité par George Pascoe Watson, "I'm Proud to March with Brits Says General Tommy Franks" (Je suis fier de partir en guerre avec les Britanniques, affirme le général Tommy Franks), *The Sun*, 24 mars 2003. Il a également fait part d'opinions similaires au cours de conversations auxquelles l'auteur a personnellement assisté.

6. "The Military Challenges in Coalition Operations" (Les défis militaires des opérations de la coalition), allocution du chef d'état-major de la défense sur le Salon international des systèmes et équipements de défense (*Defence System and Equipment International* - DSEI), 11 septembre 2003, <http://www.deso.mod.uk/archive> (page consultée le 29 mai 2004).

7. Le président Bush a confirmé le 19 mars 2003 que plus de 35 pays soutenaient la coalition. "President Bush Addresses the Nation" (Le président Bush s'adresse à la nation), <http://www.white.house.gov/news/releases/2003/03/20030319-17.html>.

8. Robert S. Dudman, "The Three Week War" (La guerre des trois semaines), *Air Force Magazine*, mars 2004, p. 2.

9. Sir Brian Burridge, général de corps aérien : « Je devrais commencer chacune de mes remarques par "ce qu'on voit dépend de l'endroit où l'on se trouve". » Témoignage oral devant le *House of Commons Defence Select Committee* - HCDC (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 11 juin 2003, question 225.

10. *Delivering Security in a Changing World: Defence White Paper* (Assurer la sécurité dans un monde changeant :

livre blanc de la défense), Royaume-Uni : ministère de la défense, décembre 2003, par. 3.5.

11. Il est à présent général d'armée aérienne, commandant en chef du commandement opérationnel de la RAF.

12. Général de corps aérien Burridge : « [Les officiers d'état-major britanniques incorporés dans les forces américaines] étaient membres de l'état-major du général Franks : au lieu d'affecter un officier américain à une fonction donnée, celle-ci était donc confiée à un officier britannique. Cela a permis d'établir des liens et des connexions entre nos quartiers généraux respectifs » Témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 217.

13. « Nous avons pu collaborer étroitement avec les Etats-Unis et influencer cette campagne depuis sa planification initiale jusqu'à sa mise à exécution, grâce à des contacts politiques au plus haut niveau... ainsi qu'à la présence d'un nombre important d'officiers britanniques incorporés dans les quartiers généraux américains clés. » *Operations in Iraq: First Reflections* (Opérations en Irak : premières réflexions), Royaume-Uni : ministère de la défense, juillet 2003, par. 6.2.

14. *Ibid.*, 19.

15. « Trop nombreux pour en faire la liste ! », comme l'a fait remarquer le général T. M. Moseley dans un discours devant la RAF sur le salon Air Power, le 11 mai 2004.

16. Général de corps aérien Burridge : « J'étais sous les ordres [du CJO] et j'assurais le contrôle opérationnel, on m'attribuait donc des tâches et des forces, et il me fallait simplement les faire correspondre aux plans américains. Le commandement tactique, en d'autres termes la mise à exécution des tâches spécifiques, était détenu par les officiers britanniques 2\* commandant le contingent de chacun des éléments aérien, terrestre et naval. Ils confiaient le contrôle tactique à leur homologue, toujours un officier américain 3\*, qui assurait en fait la responsabilité de cette partie du plan. » Témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 220.

17. N. Tweedie et M. Smith, "There's No Hiding Place, Say Allied Military Chiefs" (Ils n'ont nulle part où se cacher, disent les chefs militaires de la coalition), *The Daily Telegraph*, 15 mars 2003.

18. *Ibid.*

19. Discours du général Moseley.

20. George Bruce, *Lessons of Iraq: Third Report of Session 2003-04* (Leçons d'Irak : troisième rapport pour la session 2003-2004), Royaume-Uni : Parlement, *House of Commons Defence Select Committee* (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 16 mars 2004, par. 84.

21. *Ibid.*

22. *First Special Report: Lessons of Iraq: Government Response to the Committee's Third Report of Session 2003-04* (Premier rapport spécial : leçons d'Irak : réponse du gouvernement au troisième rapport du comité pour la session 2003-2004), Royaume-Uni : Parlement, *House of Commons Defence Select Committee* (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 26 mai 2004, par. 25.

23. Propos au cours d'entretiens télévisés avec le NCC auxquels l'auteur a personnellement assisté, prononcés le 23 mars 2004, et largement cités par la suite.

24. G. P. Watson, "I'm Proud to March with Brits" (Je suis fier de partir en guerre avec les Britanniques), op. cit.

25. Notre action était suivie non seulement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, mais aussi par l'ensemble du monde arabe, les autres nations, le peuple irakien, et bien sûr le régime irakien.

26. "Iraq War: Franks Enters the Fray of 'Hollywood' Briefing Room" (Guerre en Irak : le général Franks à son poste de combat dans une salle de briefing « façon Hollywood »), *Birmingham Post*, 24 mars 2003.

27. Harlan K. Ullman, le principal inventeur du concept « *shock and awe* » (choc et effroi), a estimé que « l'expression [choc et effroi], telle qu'elle est à présent utilisée par le Pentagone, ne nous a guère rendu service ; elle a donné naissance à une optique de fin du monde, l'idée qu'il fallait terroriser tout le monde. En fait, ce n'est pas l'approche voulue. Les Britanniques ont une bien meilleure expression pour cela : les « opérations basées sur les effets » (*Effects-Based Operations* – EBO). » Cité par John T. Correll, "What Happened to Shock and Awe?" (Qu'est-il arrivé au concept "choc et effroi" ?), *Air Force Magazine*, novembre 2003, p. 55.

28. « Le Département [américain] de la défense n'a ni officiellement ni explicitement approuvé la doctrine de « choc et effroi », mais des allusions à celle-ci étaient perceptibles dans les déclarations d'officiers aux plus hauts échelons de commandement. » Ibid., p. 52.

29. "Briefing with CENTCOM Commander General Tommy Franks" (Briefing avec le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM), 22 mars 2003, [http://www.centcom.mil/CENTCOMNews/news\\_release.asp?NewsRelease=20030344.txt](http://www.centcom.mil/CENTCOMNews/news_release.asp?NewsRelease=20030344.txt).

30. Paul Adams, "Shock and Awe: An Inevitable Victory" (Choc et effroi : une victoire inéluctable) in *The Battle for Iraq: BBC News Correspondents on the War against Saddam and a New World Agenda* (La bataille de l'Irak : la guerre contre Saddam Hussein vue par les correspondants de la BBC), sous la direction de S. Potter, Londres: BBC Worldwide Limited, 2003, pp. 106-8.

31. J. T. Correll, "What Happened?" (Qu'est-il arrivé ?), op. cit., p. 57.

32. Au cours d'une conférence de presse du CENTCOM, après une nouvelle question agressive d'un journaliste de la BBC, le général Franks a répliqué : « Dites-donc, vous

êtes venus en force, à la BBC. » (en présence de l'auteur, le 23 mars 2003).

33. P. Adams, "Shock and Awe" (Choc et effroi), op. cit., pp. 106-8.

34. Ibid., p. 110.

35. "Iraq: The Military Campaign Objectives" (Irak : les objectifs de la campagne militaire), 17 mars 2003, <http://www.number-10.gov.uk> (page consultée le 30 mai 2004).

36. "Briefing with CENTCOM Commander General Tommy Franks" (Briefing avec le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM), op. cit.

37. "Iraq: The Military Campaign Objectives" (Irak : les objectifs de la campagne militaire), op. cit.

38. Ibid.

39. « Une rapide évaluation des interactions entre les sphères politique et militaire au cours de l'opération des forces de la coalition montre qu'il existe un décalage entre les capacités de rapidité opérationnelle accrues par les progrès technologiques, dont l'OTAN dispose et dont elle s'est servi, et la lenteur des mécanismes tortueux de la prise de décision politique au sein du Conseil de l'Atlantique Nord... C'est pourquoi le général Clark n'a pas été en mesure de déployer ses capacités les plus évoluées, ce qui lui aurait permis d'obtenir un plus haut degré de rapidité opérationnelle. » T. D. Young, "The Revolution in Military Affairs and Coalition Operations: Problem Areas and Solutions" (La révolution dans les affaires militaires et les opérations de la coalition : aspects problématiques et solutions), *Defense and Security Analysis* 19, no. 2 (2003): pp. 111-30.

40. Général de corps aérien Glenn Torpy, commandant le contingent des forces aériennes britanniques : « Ce qui a été différent, c'est le degré de décision plus important qui nous était délégué à cette occasion, car nous savions que le rythme des opérations nécessiterait des prises de décisions rapides, et qu'il me serait alors impossible de passer par tout le processus hiérarchique habituel, en remontant jusqu'au PJHQ et au MOD, comme nous le faisons lorsque nous avons le loisir de prendre notre temps, pour nos opérations dans la zone de non-survol au sud du pays. » Témoignage oral devant le HCDC, 5 novembre 2003, question 1256.

41. Général de corps aérien Burridge, témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 251.

42. « Si elle se présente tôt, une nation peut influencer les plans, comme nous l'avons fait auprès du CENTCOM, même si elle ne prend pas d'engagements concernant l'action militaire. Si elle arrive trop tard, le plan est déjà bétonné. » Général de corps aérien Burridge, allocution prononcée sur le salon DSEI, 11 septembre 2003, <http://www.deso.mod.uk/archive> (page consultée le 29 mai 2004).

43. *Delivering Security in a Changing World* (Assurer la sécurité dans un monde changeant), op. cit., p. 8.

44. "Military Challenges in Coalition Operations" (Les défis militaires des opérations de la coalition), op. cit.

45. Précédemment chef d'état-major adjoint en charge des opérations aériennes et spatiales, le général Keys de l'armée de l'air des Etats-Unis a été retenu pour une nouvelle affectation à la tête du commandement de la force aérienne de combats.

46. Général de corps aérien Ronald E. Keys, citation, 23 juin 2004.

47. Des visites culturelles, de mini-circuits d'échange et une restructuration du programme d'échanges figurent parmi les projets élaborés dans le cadre des accords entre l'armée de l'air des Etats-Unis et la Royal Air Force.

48. *Operations in Iraq: First Reflections* (Opérations en Irak : premières considérations), op. cit., par. 7.

### Liste des abréviations et des acronymes

ACHQ	<i>Air Component Headquarters</i> (quartier général de l'élément aérien)
CDS	<i>Chief of the Defence Staff</i> (chef d'état-major de la défense britannique)
CENTCOM	<i>Central Command</i> (centre de commandement avancé du commandement central américain)
CJO	<i>Chief of Joint Operations</i> (Chef des opérations interarmées)
EUCOM	<i>US European Command</i> (commandement européen des forces américaines)
HCDC	<i>House of Commons Defence Select Committee</i> (Comité restreint à la défense de la chambre des communes)
NCC	<i>National Contingent Commander</i> (commandant du contingent national britannique)
NCHQ	<i>UK National Contingent Headquarters</i> (quartier général du contingent national britannique)
PJHQ	<i>Permanent Joint Headquarters</i> (quartier général interarmées permanent)
RAF	<i>Royal Air Force</i> (l'armée de l'air britannique)
USAF	<i>United States Air Force</i> (l'armée de l'air des Etats-Unis)

*Il n'y a que deux puissances au monde, le sabre et l'esprit : à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit.*

Napoléon Bonaparte

*Je professe la religion de l'amour  
Et quelque direction que prenne ma monture  
L'amour est ma religion et ma foi.*

Emir Abdel Kader

*L'une des plus grandes sagesses de l'art militaire, c'est de ne pas pousser son ennemi au désespoir.*

Michel de Montaigne

*Gagner la guerre, ce fut très difficile, mais gagner la paix, ce sera encore plus difficile.*

Georges Clémenceau